



L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue LakanaL 34090 Montpellier @syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Vendredi 15 octobre 2021

PROJET LOCAL D'ÉVALUATION : IL FAUT ABSOLUMENT REFUSER TOUT VOTE EN CA !

Nos conseils pour éviter de se faire tondre

Le guide de l'évaluation publié par le ministère, qui préconise la mise en place de projets locaux d'évaluation, n'a pas valeur de circulaire. **Il n'y a donc aucune obligation pour les enseignant.e.s de se plier à la rédaction de ce document** (cf. les propositions de motions contre le PLE : <https://www.sudeducation34.org/spip.php?article1939>), mais seulement *préconisation*.

Devant les difficultés qu'éprouvent les équipes pédagogiques à résister à la machine administrative, qui souvent n'hésite pas à user de manœuvres malhonnêtes pour parvenir à ses fins, et ainsi la difficulté à refuser purement et simplement la rédaction du PLE, SUD éducation 34 conseille vivement :

→ D'être le moins précis possible, et de se limiter aux rappels des obligations légales en terme d'évaluation, afin de ne pas donner de moyens de pression supplémentaires sur les professeur.e.s à l'administration et aux représentant.e.s d'élèves.

→ **Et surtout, refuser tout vote en CA ou intégration dans le règlement intérieur. Le PLE ne doit, en aucune manière, devenir contraignant pour les enseignant.e.s, ce qui n'est d'ailleurs en aucun cas indiqué dans le guide de l'évaluation qui, répétons-le, n'est pas une circulaire.** Un tel vote en CA rendrait *de facto* les recommandations d'évaluation contraignantes, et offrirait aux familles et administratifs, un contrôle sur les modalités d'évaluation des enseignant.e.s. La mise en place de cadres évaluatifs locaux, soumis aux parents d'élèves, s'ancre dans une logique de libéralisation du service public d'éducation, de mise en concurrence des établissements, qui casse le sens de notre métier, désormais réduit à être un simple moyen de réussite professionnelle de l'élève, abstraction faite des dimensions émancipatrices de nos savoirs. Il soumet les enseignant.e.s au pouvoir grandissant des chefs d'établissements, ainsi qu'aux exigences des familles, érigées en clientes du service.